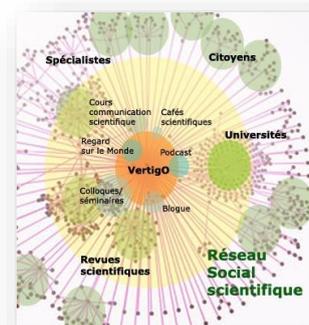


Free Access vs. Open Access : avec Sharelt, Springer Nature lance une initiative majeure de « libre » partage des articles publiés dans 2300 revues de recherche

Analyse I/IST-n°23- Octobre 2016



En bref :

Le groupe Springer Nature a annoncé le 17 octobre la généralisation à 2300 revues de recherche de la fonctionnalité Sharelt, expérimentée avec succès sur le portefeuille de Nature Publishing Group (NPG) depuis décembre 2014. Cette fonctionnalité permet à tout auteur publiant chez Springer Nature ou à tout abonné aux revues de cet éditeur de partager légalement et gratuitement un article avec tout autre membre de sa communauté de recherche (abonné ou non chez Springer) en diffusant un lien pérenne vers un PDF « read only » (sans possibilité d'imprimer ou de télécharger) de la version publiée de l'article. Ce lien pérenne est géré par la plate-forme ReadCube, l'outil de partage d'articles du groupe Springer Nature. L'éditeur garde ainsi une visibilité totale sur les logiques de partage entre chercheurs, puisqu'elles ne peuvent se déployer que dans cet environnement propriétaire. Sharelt concrétise pour la première fois à grande échelle les principes de partage collaboratif « légal » définis l'an dernier par STM, l'association internationale des grands éditeurs scientifiques. Michael Eisen, cofondateur de PLoS et figure tutélaire de l'Open Access dénonce une initiative qui dégrade la notion d'Open Access et vise à préserver la forte rentabilité des revues sur abonnement.

L'analyse d'Intelligence IST :

Depuis quelques années la montée en puissance des réseaux sociaux au sein des communautés scientifiques, parallèle au développement de la dimension collaborative de la recherche, rendait sensible pour les éditeurs la question d'un encadrement des pratiques de partage entre chercheurs d'articles sur lesquels ces éditeurs revendiquent des droits de propriété intellectuelle. Or, et jusqu'à aujourd'hui, les éditeurs n'ont qu'un contrôle limité de cette pratique spontanée et gratuite de partage documentaire. La question posée est bien sûr celle de l'impact potentiel de cet échange gratuit entre chercheurs d'articles issus de revues sur abonnement sur le chiffre d'affaires des éditeurs. La réponse des éditeurs à partir de 2014 s'est déroulée sur trois plans :

- celui de l'expérimentation d'abord : dès décembre 2014 (avant la fusion avec Springer) le groupe Nature lançait une application-pilote très encadrée de partage des articles issus de 49 de ses titres sur un outil et des principes qui sont les exacts précurseurs de l'initiative Sharelt. Cette expérimentation limitée qui s'est étendue sur 15 mois a livré des enseignements précieux : 1) cet échange facilité et autorisé a permis de générer 2,2 millions de visualisations supplémentaires des articles concernés ; 2) 67% de ces échanges d'articles se sont fait entre abonnés et non-abonnés aux revues Nature (avec donc un élargissement significatif de l'audience de ces articles) ; 3) enfin, et c'est là l'essentiel : ni le chiffre d'affaires « abonnements » ni le chiffre d'affaires « vente de tirés à part » n'ont été affectés par ce partage élargi,
- celui de la prise de contrôle des outils de workflow documentaire et de support d'échange utilisés par les scientifiques. Elsevier a racheté Mendeley puis SSRN (en juin dernier) ; le groupe Nature au travers de sa société sœur Digital Science disposait des outils Read Cube et Figshare ; Springer avait racheté l'outil Papers (qui depuis la création de Springer Nature a été absorbé par ReadCube),
- celui de la formulation, à la mi-2015, sous l'égide de STM, l'association internationale des éditeurs scientifiques, de « guidelines » visant à définir et à encadrer les « bons usages » de l'échange d'articles sous droits.

Springer Nature a une longueur d'avance sur tous ses concurrents

Profitant de l'expérience acquise dans le pilote mené à partir d'un bouquet limité de revues Nature, Springer Nature a pris une longueur d'avance sur tous ses concurrents et est le premier à offrir à grande échelle un outil de partage de ses contenus conforme au « guidelines » formulées par STM. Ce sont en effet 2300 revues de recherche (1300 éditées par Springer Nature en propre et 1000 éditées par des partenaires telles des sociétés savantes) dont les contenus peuvent être désormais « librement » échangés. Sans fragiliser en rien ses ressources d'abonnements, Springer Nature grâce à l'initiative ShareIt s'offre un joli coup de pub sous le signe du « libre ».

Il est important de bien comprendre les modalités pratiques de ShareIt pour apprécier la portée de cette initiative :

- l'entrée dans le système de partage se fait uniquement par des « ayants-droit » identifiés : auteurs publiant chez Springer Nature ou abonnés aux revues du groupe (abonnés individuels ou disposant d'un droit d'accès via un abonnement collectif de bibliothèque),
- ces auteurs ou abonnés souhaitant diffuser auprès de pairs un article paru dans une revue sur abonnement Springer Nature peuvent automatiquement récupérer (sans autorisation préalable) sur la plate-forme ReadCube un lien (c'est ce lien, et non l'article lui-même qui fait l'objet de l'échange) et transmettre ce lien à un autre chercheur (même non abonné) par e-mail ou via les réseaux sociaux, où en enrichir son site personnel ou une archive institutionnelle,
- le destinataire de ce lien en l'actionnant accède à un PDF de la version finale de l'article tel que parue en revue, PDF qu'il peut consulter, annoter (grâce aux fonctionnalités de ReadCube) mais qu'il ne peut ni télécharger ni imprimer (il peut toutefois télécharger le résumé et les métadonnées associées). Mais s'il n'est pas auteur ou abonné chez Springer Nature, le destinataire de ce lien de partage ne pourra à son tour diffuser ce lien auprès d'autres chercheurs (pas de partage en cascade),
- l'ensemble des échanges se fait dans l'environnement propriétaire de la plate-forme ReadCube (qui est le point de passage obligé tant pour récupérer les liens vers les articles à partager que pour consulter ces articles).

La rediffusion en ligne non autorisée de PDF d'articles est une pratique courante au sein des communautés de recherche, même si elle emploie des moyens souvent artisanaux. Dans les faits, les éditeurs n'ont aucun moyen de contrer ces pratiques de partage. Springer Nature se propose donc d'organiser – à son profit – ce qu'il ne peut empêcher.

L'éditeur acquiert une visibilité nouvelle sur les échanges documentaires entre chercheurs

Si cette initiative rencontre le succès escompté, Springer Nature se donnera les moyens d'avoir la haute main et une entière visibilité sur le partage collaboratif de ses contenus. Ce qui était caché deviendra visible et encouragé. Accessoirement Springer Nature en tire des avantages non négligeables :

- il se pare de l'aura liée à son implication active dans le développement des logiques de « libre partage » (à ne pas confondre avec le « libre accès » !). Springer Nature (et avant la fusion aussi bien Springer que Nature chacun de leur côté) a toujours été très attentif à apparaître comme l'« allié » du mouvement pour l'Open Access, avec la volonté explicite de se démarquer de l'image d'Elsevier (alors le N°1 et le N°2 mondial de l'édition scientifique participent d'une même logique économique oligopolistique),
- il augmente, en stimulant le partage collaboratif, la probabilité de citation des articles ainsi partagés, avec une retombée positive espérée sur le facteur d'impact de ces revues (l'expérimentation conduite par Nature a démontré un élargissement significatif des audiences des articles partagés),
- il donne à son outil ReadCube une visibilité auprès d'une audience élargie,
- surtout, et c'est peut-être stratégiquement le plus important, Springer Nature va disposer au travers des données d'usage de ShareIt recueillies par ReadCube des moyens d'analyser finement les pratiques d'échanges et de modéliser et périmétrer les communautés scientifiques au sein desquelles se pratiquent ces échanges. C'est là une mine d'or pour les services marketing et commerciaux de l'éditeur, qui pour la première fois aura une visibilité sur l'usage collaboratif des contenus qu'il publie.

Pourquoi les chercheurs s'appuieraient-ils sur le service ShareIt, s'agissant d'articles publiés chez Springer Nature, plutôt que sur les moyens artisanaux auxquels ils recouraient jusqu'à présent pour partager des articles ? Probablement en raison de la simplicité de l'application (la récupération sur ReadCube et la transmission du lien vers l'article à partager est très aisée) et parce que ReadCube offre effectivement des fonctionnalités très avancées de lecture et de partage d'annotations.

Le « libre partage » très encadré n'est pas le libre accès

Lors du lancement par Nature en décembre 2014 de l'initiative de partage encadré dont est directement issu ShareIt, Michael Eisen, dénonçait dans un post de blog la confusion – entretenue par cette initiative - entre « Free Access » et « Open Access » :

« Par ces annonces, Nature dégrade la notion même de libre accès (Open Access). Derrière le libre accès plein et entier qui suppose le droit à accéder, lire, réutiliser et redistribuer sans contraintes des articles de recherche, on a vu se profiler la notion de « Public Access » qui donne aux usagers la possibilité de consulter gratuitement et de télécharger des contenus scientifiques, sans autre possibilité. Nature propose aujourd'hui la notion de « Free Access » – l'accès gratuit – dans le cadre duquel il est possible de lire un article mais que l'on ne peut ni télécharger ni imprimer. C'est aller dans la mauvaise direction, et cela serait un désastre pour la science si – comme Nature à l'évidence l'espère – cette définition étroite du partage de la connaissance s'imposait à terme ».

Cette analyse qui valait pour Nature seul vaut sans en changer un mot pour Springer Nature – avec cette différence majeure que ce ne sont plus 49 mais 2300 revues de recherche qui populariseront ce « Free Access » antinomique de l'« Open Access ».

En contrôlant ReadCube, Springer Nature capte à son profit les logiques collaboratives de la science

Insistons sur une autre facette de cette actualité : le lancement de ShareIt illustre le fait qu'en s'assurant le contrôle des outils de workflow documentaire qui sont d'ores et déjà les plus utilisés au sein des communautés de recherche (Mendeley, ReadCube, EndNote) les grands éditeurs «for-profit» acquièrent une visibilité et maîtrise sans précédent sur les pratiques de partage des ressources documentaires. Si cette prise de contrôle des outils de workflow documentaire n'a pas pour seule finalité le contrôle du partage des articles scientifiques au sein des communautés de recherche, ShareIt montre que l'appui sur ReadCube est essentiel à l'équilibre de l'initiative. Quelles que soit les qualités de l'outil ReadCube, cette plate-forme « stand alone » n'est qu'un outil de workflow documentaire parmi d'autres. Mais on ne peut qu'être frappé de l'avantage compétitif considérable que son contrôle donne à Springer Nature en le rapprochant de son immense réservoir de contenus.

Pouvoir opposer à ces outils «propriétaires» des outils ouverts est un enjeu stratégique majeur puisqu'ils irriguent tout le travail de la recherche. Or les grands éditeurs font un effort de veille et de détection de l'innovation très en amont. Mendeley, ReadCube et Papers (absorbé en mars dernier par ReadCube), tous nés dans les 10 dernières années à l'initiative de chercheurs, se sont vendus aux éditeurs dans une phase assez précoce de leur développement parce qu'ils avaient besoin de fonds propres pour continuer de se développer et surtout de «marketer» leurs services. Mais ni les moyens financiers, ni les développements informatiques nécessaires à la mise à disposition de ces outils ne sont d'un niveau si élevé que seuls des groupes ayant une assise financière considérable puissent les supporter. Comme le montre le service Zotero (www.zotero.org) le développement d'outils de ce type peut se faire dans le cadre de logiques de logiciel libre qui ne brident pas les usages par une application restrictive des droits de propriété intellectuelle.

Si l'on se place dans une perspective d'«Open Science», ces outils de workflow documentaire devraient être considérés comme relevant de la notion d'«infrastructure de la recherche». L'« Open Access » doit se doubler d'un « Open Process ». Le développement de ces outils d'« Open Process » doit mobiliser au premier chef les grands organismes de recherche. Car ceux-ci ne peuvent se désintéresser de ce captage des logiques collaboratives (et des communautés scientifiques qui les sous-tendent) par des outils contrôlés par les grands éditeurs.